

LYON Confinement

Le SOS d'un millier de commerçants en détresse



Les commerçants étaient un millier à défilé jusqu'à la préfecture : « A tout perdre et à ne rien toucher, nous sommes condamnés », disent-ils. Photo Le Progrès/Joël PHILIPPON

Pour la première fois à Lyon, patrons et salariés toutes corporations confondues, petites et moyennes entreprises, Fédération de l'habillement, Union des métiers de l'Industrie et de l'Hôtellerie, Toques Blanches, secteur événementiel et indépendants ont défilé pour crier leur volonté de travailler.

Après les 2 et 9 novembre, cet acte III des commerçants indépendants dont les boutiques jugées non essentielles restent fermées depuis le 30 octobre, a rassemblé un millier de personnes et quelques élus de tous bords de Lyon et des environs. « La preuve que c'est catastrophique. Certains indépen-

dants viennent de loin et ont fait du covoiturage » observait ce lundi 16 novembre, Anne Delaigle, porte-parole du mouvement.

Dans son allocution place Bellecour, au pied d'une immense banderole floquée d'un SOS bleu blanc rouge, elle s'est adressée au Président de la République : « Vous nous l'avez promis, aucune entreprise ne sera livrée au risque de faillite. Mais à tout perdre et à ne rien toucher, nous sommes condamnés... Nous atteignons le point de rupture. Quotidiennement, sont égrenés les chiffres de l'épidémie. Messieurs du gouvernement, aurez-vous le courage de venir bientôt égrener ceux des morts de la crise économique, sociale et sociétale. Le seul vaccin efficace est un appel à votre

bon sens : Laissez nous travailler ! »

Ils veulent rouvrir le 27 novembre

Puis la foule a chanté des paroles désespérées, revisitées par Bernard Buffard sur l'air de la Chanson pour l'Auvergnat avant de déambuler par la rue Édouard-Herriot et le quai Augagneur en direction de la Préfecture. Aucun débordement dans les rangs de ce cortège funèbre où l'on a entendu scander « Laissez nous travailler », « Demain au travail » et même la Marseillaise. Une délégation a été reçue par le Préfet afin de revendiquer la prise en charge des pertes d'exploitation par les assureurs, la modification du statut des indépendants et leur donner accès à une couverture sociale qui

leur donne droit au chômage pour toutes les années cotées en tant qu'indépendant, la substitution de l'État pour régler les loyers aux bailleurs privés.

« Nous offrons le spectacle d'un corps social qui se meurt »

Pour sa part, l'association des commerçants et artisans des Métropoles de France dont Tendance Presqu'île (structure de management du centre-ville) est membre, a publié ce lundi une lettre ouverte au président de la République. On mesure la gravité de la situation : « Sur le terrain dans nos centres-villes et cœurs de métropole, nous écrivons aujourd'hui l'un de nos derniers

scénarios, l'organisation de notre société et la doctrine de fermeture systématique de nos commerces qualifiés de non essentiels pendant cette crise, nous offrons avec détresse le spectacle d'un corps social qui se meurt, celle d'une liberté qui agonise, celle d'une justice qui s'égare. » La CMAF demande à l'État d'engager une stratégie de rupture afin d'ouvrir le 27 novembre et de ne pas regarder passer le Black Friday mais aussi de mettre en place une stratégie de long terme favorable à une remise en mouvement du commerce de proximité et des écosystèmes de quartier.

Nadine MICHOLIN

Retrouvez nos vidéos sur le site internet Le Progrès.

Laurent Duc (UMIH) : « Il faudra rajouter les suicides dans les chiffres »

► **Bruno Bonnell député (6^e circonscription)** : « Il y a une vraie empathie et une vraie compréhension pour les commerçants. Mais priorité a été donnée à la santé par rapport à toute autre considération économique. Le principe c'est qu'il n'y a pas une raison de pas pouvoir sauver une vie. Il semblerait que l'épidémie a un petit inflexionnement. On va pouvoir rouvrir des commerces avec des conditions définies en termes de mètres carrés par client. Il faut régler les problèmes du mois de novembre, trouver des mesures les plus satisfaisantes par les commerces. Et puis penser à l'après, car ça va durer très longtemps. Je com-

prends ce désespoir et ces réelles angoisses générées. C'est une question de fraternité et de solidarité nationales. On veut éviter le flux des gens qui se croisent dans la rue. Si on ouvre en période de pré-Noël, il y aura beaucoup de flux dans la rue et l'épidémie ne s'arrêtera pas. »

► **Jean-Sébastien Veilleux, secrétaire fédéral de la Fédération nationale de l'habillement** : « La première bataille à gagner, c'est entre le 27 novembre et le 1^{er} décembre pour les commerces qui pourront rouvrir. Ça fait un week-end de différence et c'est majeur. Beaucoup de choses ont été faites pour les petits commerces, mais pour les entreprises

de taille moyenne, le dispositif n'est pas calibré. Il faudrait étudier la piste des dépôts de garantie. On libère ainsi un mois de caution. D'autre part, plus personne ne parle des assureurs. »

► **Christophe Marguin, président des Toques Blanches** : « Cet après-midi, on vient d'apprendre pour tous nos métiers de restauration et de bouches, hôteliers, restaurateurs, cafetiers que l'on risque d'être fermés jusqu'à janvier, début février. Ça va être catastrophique. Certains feront de belles affaires. C'est triste, beaucoup d'emplois et d'entreprises vont être sacrifiées. On ne peut rien faire face à un pouvoir, une dictature qui nous impose

des choses. On se fait du souci. On ne sait pas comment on va gérer les congés payés, ni payer les charges. »

► **Laurent Duc, président de l'Union des métiers de l'Industrie et de l'Hôtellerie** : « Il faudra rajouter dans les chiffres, les suicides. Les entreprises sont exsangues et les chefs d'entreprise ne se nourrissent même pas. »

► **François Turcas, président de la Confédération des petites et moyennes entreprises** : « L'heure est grave pour les entreprises patrimoniales qui ont investi tout leur savoir et argent et qui sont caution de leur entreprise. On est arrivé au bout. C'est un cri d'alarme général malgré



Laurent Duc. Photo Progrès/Joël PHILIPPON

les promesses du gouvernement. Il nous en faut plus si on veut passer le cap. Nous sortons un dispositif Facebook CPME, pour attirer l'attention sur la solidarité et transmettre les informations. »

Recueillis par N.M.